

Préface : Michel Chartrand Le manifeste... du Québec au travail

Jean-Pierre Boyer

Numéro 13, automne 1990

Le travail

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/21872ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Productions Ciel variable

ISSN

0831-3091 (imprimé)

1923-2322 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Boyer, J.-P. (1990). Préface : Michel Chartrand : le manifeste... du Québec au travail. *Ciel variable*, (13), 8–11.

MICHEL

Le travail est une nécessité pour l'être humain

Le travail est nécessaire à l'épanouissement de l'être humain, au développement de son intelligence, par la coordination des sens et l'apprentissage d'un métier ou d'une habileté particulière. En dépensant leur force physique, en mettant à contribution leur intelligence, leur imagination et leur esprit critique, c'est toute leur vie que les femmes et les hommes mettent dans le travail. C'est aussi parce qu'elles et ils assument, tout au long de leur vie de travail, des responsabilités personnelles et sociales que les travailleuses et travailleurs sont en droit d'exiger qu'on les respecte, que leur dignité d'être humain soit pleinement reconnue. Car le travail humain est le parachèvement de l'œuvre de la création, et pour la femme et l'homme vivant en société, il représente leur propre contribution à la création d'une œuvre nécessairement collective.

La valeur du travail humain

Faut-il rappeler que l'homme et la femme sont avant tout des êtres humains doués d'intelligence et de sensibilité, nés pour le bonheur. Les travailleuses et travailleurs qui œuvrent toute leur vie

«Se sentir utile,

**c'est se sentir vivant,
et c'est ça
que nous procure
vraiment
le travail.»**

dans une entreprise, un service ou une manufacture y investissent quotidiennement leur énergie, leurs talents et leur créativité. Ils contribuent davantage au développement de l'entreprise et à sa prospérité que ceux qui n'y investissent que des dollars, directement ou indirectement. L'employé-e y met toujours une plus grande valeur que celui qui se contente d'acheter des actions.

Après des années de services, à dépenser leurs forces physiques et mentales pour assurer le bon fonctionnement et la prospérité de l'entreprise, les travailleuses et travailleurs devraient donc, en toute justice, y être considérés comme des co-propriétaires. On devrait au moins reconnaître les droits que leur confère leur ancienneté. Mais encore aujourd'hui, il faut se battre pour éviter que les employés soient congédiés pour un oui, pour un non, ou simplement parce qu'un contremaître n'aime pas leur gueule.

Le travail est-il reconnu à sa juste valeur?

Ce que je dis depuis longtemps, c'est que la contribution des travailleuses et travailleurs à l'activité des entreprises et surtout au développement de la société par la production de biens et de services essentiels à la survie de toute une population, ce travail-là n'est pas reconnu à sa

Le manifeste... du Québec au travail

juste valeur. Loin d'être considéré comme il le mériterait, on le méprise même, chaque fois que les droits acquis les plus fondamentaux des employé-es ne sont pas respectés ou carrément bafoués. C'est le cas actuellement, dans la province de Québec où près de 600 000 travailleuses et travailleurs des services publics et autres n'ont même plus le droit d'arrêter de travailler, de refuser de fournir leur force de travail, *de faire grève*. Ce qui équivaut à nier le droit fondamental à la négociation collective. Or, quand on te prive de cette liberté de faire la grève, alors que la grève n'est qu'une phase de la négociation, tu n'es ni plus ni moins qu'un travailleur conscrit, comme à l'armée ou aux travaux forcés, quelle que soit ta rémunération.

La réalité du travail sous le capitalisme

Dans une société comme la nôtre, tout le système du travail est déshumanisé, parce que le capitalisme n'est pas autre chose que la recherche du profit maximum dans le minimum de temps. Il n'y a dans ce système aucune espèce de considération humaine, sociale, nationale ou patriotique. Il n'est pas étonnant par conséquent que les travailleuses et travailleurs se sentent dépossédés. La démocratie industrielle, ça n'existe pas ici. Tu passes toute ta vie à travailler dans une entreprise ou un service et tu n'as pas un maudit mot à dire là-dedans.

Le travail est mal conçu, mal organisé

Le travail est nécessaire à l'être humain, mais actuellement il n'est pas conçu pour permettre le plein épanouissement des employé-es. Au contraire, on les abrutit, on les mutilé, on les empoisonne. Très peu de travailleurs industriels, dans les mines, le papier et le reste, vivent jusqu'à 65 ans, alors que l'espérance de vie dépasse 72 ans. De plus, actuellement, le travail n'est pas organisé pour

développer les aptitudes des gens. C'est un peu comme à l'école. On prend des enfants qui au départ sont pleins d'initiatives, on les assoit dans une classe, on leur donne des programmes fixes, pas un mot à dire et beaucoup de matières abstraites souvent coupées de la réalité. En somme, tout pour les scléroser.

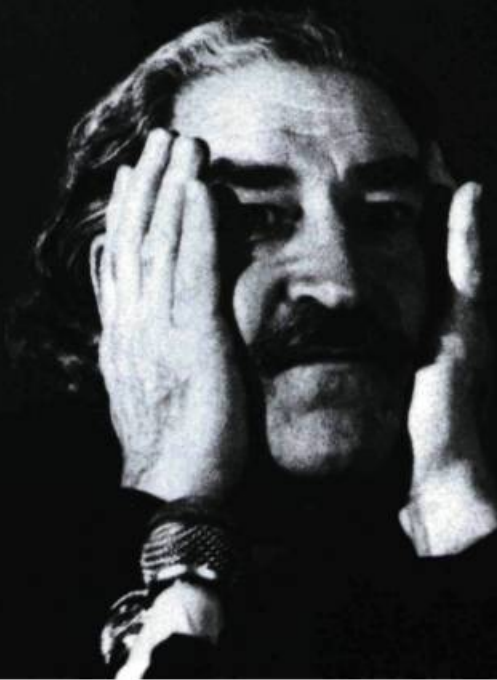
Et la santé-sécurité au travail?

C'est dans le milieu de travail qu'on réalise que le mépris des femmes et des hommes est loin d'être fini... parce que la plupart des milieux de travail sont encore très dangereux. Ils menacent l'intégrité physique et la santé mentale des gens. Rarement dans les milieux de travail, l'air qu'on y respire correspond-il à des normes hygiéniques, que ce soit dans les hôpitaux, les maisons d'enseignement, les laboratoires, les édifices publics ou ailleurs. L'air y est souvent vicié, le degré d'humidité est inférieur à la norme, ou alors il s'agit de chaleur humide (le textile), de chaleur sèche (le papier, les fonderies, etc.), de poussières ou de fumées. Dans l'ensemble de l'industrie, les niveaux de bruit dépassent les normes sécuritaires (près de la moitié des travailleurs québécois sont affectés de surdité). Les produits toxiques sont en nombre indéfini, sans compter toutes les occasions de blessures à cause d'outils, de machines et de méthodes de travail inadéquates.

Ces conditions de travail dangereuses ne préoccupent pas le ministre responsable de l'inspection, ni le ministre chargé de faire respecter les lois, ni le ministre de la Santé. Aucun respect pour la vie humaine! Aujourd'hui, on ne meurt plus d'amiantose, de silicose, de sidérose (maladie des soudeurs) non, mais ça meurt du cœur et de cancers en masse, et à tous les jours il y a des travailleurs et travailleuses qui y laissent leur vie. En fait, les capitalistes et nos gouvernements complices insultent le travailleur jusque dans sa tombe...

Les travailleurs et travailleuses demandent tout simplement de pouvoir évoluer dans un milieu hygiénique et sécuritaire qui entretienne leur santé au lieu de la gaspiller. Cela s'appelle «gagner sa vie» et non la perdre. Et comme disait Brouat: «un ouvrier ne devrait pas partir le soir plus fatigué qu'il ne l'était le matin», autrement, il brûle sa vie et s'il ne peut récupérer, il se suicide... lentement mais sûrement.

Puis on nous dit: «tout ça, ça va coûter trop cher». Bien, c'est pas vrai! C'est des maudits menteurs! La vérité, c'est que les compagnies ont plus de respect pour leurs machines que pour les travailleurs et travailleuses. C'est le mépris total de l'être humain. Et ça n'est pas fini, entre autres, parce qu'il n'y a pas assez de solidarité dans la classe ouvrière et parce que les canadiens-français sont encore beaucoup trop patients, tolérants et peureux! Ils ont peur de leur force. Mais là, ça prend de la solidarité et il faut apprendre à se tenir debout pour faire valoir nos droits et sauvegarder notre dignité! Et comme disait la passionnaria espagnole Ibarruri: «Vaut mieux manger son pain debout qu'un steak à genoux».



**«Mon père
a travaillé
44 ans
au gouvernement
sans pouvoir
parler
publiquement.»**

sonnelle et sociale. Ça, c'est blesser les gens en partant dans la vie. Un vrai gaspillage de monde!

Quand Félix chante que «la meilleure façon de tuer un homme est de le payer à ne rien faire», c'est ambigu, mais il a quand même raison. Parce qu'empêché de travailler, l'humain ne vit plus, il ne peut donner un véritable sens à sa vie et finit par ne plus avoir de respect pour lui-même. Et là, il commence à dépérir. Car le travail c'est l'épanouissement de l'être humain, la liberté, le sens de la vie. Se sentir utile c'est se sentir vivant, et c'est ça que nous procure vraiment le travail. Et si on t'en empêche, ça finit par devenir pratiquement invivable.

Et le travail précaire

En Amérique du Nord, la situation du travail s'est considérablement détériorée. Et c'est très grave parce que pour survivre, de plus en plus de gens doivent se plier aux nouvelles formes d'organisation du travail. Dans les services publics, les hopitaux par exemple, où il devrait pourtant y avoir une continuité des soins aux malades, de plus en plus de gens (plus de 30% actuellement) occupent déjà des emplois temporaires, à temps partiel, à horaires brisés ou sur appel. Et sans parler des autres secteurs tant publics que privés où le travail à sous-contrat, à la

pige, au rendement et au noir, tend à se généraliser. C'est pas une vie ça! Pour ces employé-es précaires, c'est très souvent l'insécurité, le découragement et même, éventuellement, la perte de tout espoir d'un jour trouver leur place dans la société. Et comme si ça n'était pas assez, on voudrait maintenant nous enligner sur le salaire minum-minum... sur le modèle de l'exploitation des travailleuses et travailleurs immigrants.

Aurions-nous perdu notre capacité de nous scandaliser?

Nos jeunes générations ont de la misère parce qu'il n'y a aucune espèce de planification du côté de nos gouvernements. La seule chose que ces «petits économistes» planifient, c'est comment aller chercher toujours plus d'argent dans la poche des citoyens et citoyennes ordinaires. On est taxés, c'est effrayant. Des taxes régressives... comme une épidémie de sauterelles dans nos potagers. Et pendant ce temps, les compagnies, elles, sont exemptées et même grassement subventionnées à même nos taxes. Elles font de l'argent comme du poil et nos gouvernements continuent de nous traiter comme des pouilleux.

Avant 1949, je ne connaissais pas vraiment la vie des travailleurs. Alors, je me suis rendu à Asbestos, puis à Mur-

dochville et ailleurs, et là... j'ai vu! Dans des usines extrêmement prospères, les gens étaient moins que des chiens. Ça m'a révolté. J'ai vu là la vraie condition des travailleuses et des travailleurs et je peux dire que depuis 40 ans, ça n'a pas tellement changé.

Moi, ça m'indigne et ça m'humilie toujours de voir des gens qui se font voler et massacrer, dans mon pays tout comme en Chine... parce que je n'endure pas ça l'injustice, ça me met littéralement en colère.

Faudrait-il repenser l'action syndicale?

L'action syndicale devrait normalement déboucher sur la discussion et l'action politique. Parce que la vraie politique, c'est fait pour assurer l'accès à l'égalité des chances pour tous et toutes. Chaque être humain, dans son travail puis dans la vie en société, devrait pouvoir se développer dans la mesure de ses capacités et selon ses besoins. Le rôle fondamental des syndicats, c'est de développer la solidarité humaine, de s'occuper du sort des plus démunies dans la société.

La priorité du mouvement syndical, ça devrait être la démocratie! Pour faire en sorte que les gens puissent assumer des responsabilités chacun à leur niveau. Les 1 500 organismes bénévoles au Qué-

Les fermetures d'entreprises à l'heure du libre échange?

Mais ça, c'est pas nouveau! On connaît ça... au Québec, les fermetures d'usines sans préavis ni même réparation auprès des travailleurs et travailleuses sauvagement mis à pied. Il nous faudrait ici au moins une loi pour indemniser ceux et celles qui sont mis à pied. Il nous faudrait aussi développer une politique de recyclage des employé-es et là encore, ce sont les compagnies qui devraient payer...

Mais le capitalisme c'est la jungle! Et dans cette jungle, ce sont les compagnies qui font la loi. Aucun respect pour l'homme et la femme, pour le travail. C'est inhumain! On prend littéralement la population en otage. C'est la menace et le chantage permanent. Les porte-parole officiels des compagnies nous disent: «si vous êtes trop exigeants, on va fermer». Puis nos politiciens enchaînent en chœur: «à force de demander ceci, cela... vous allez faire mourir les compagnies». C'est le monde à l'envers! Et ils prétendent que c'est ça la prospérité? En fait, c'est le: «what's good for General Motors is good for the country...» mais entretemps, ils nous traitent à peu près tous comme des pouilleux.

Le chômage forcé

C'est réellement épouvantable parce qu'il n'y a rien de pire que l'inaction, que ce soit pour des chômeurs, des grévistes ou des retraités. En ce qui concerne les chômeurs, instruits ou non, qui ne savent même pas à quoi ils peuvent être utiles, c'est terriblement déprimant et en particulier chez les jeunes parce que c'est souvent ressenti comme une déchéance per-



Jack Markow

Près des barrières de l'usine Ayers, à Lachute, un policier garde un tas de roches qu'ont menacé de lancer les grévistes aux briseurs de grève et aux forces de police, le 2 mai 1947. ARCHIVES PUBLIQUES DU CANADA/THE GAZETTE, MONTRÉAL C53637

bec par exemple, les centres de femmes battues, les regroupements d'assistés-es sociaux, d'handicapés-es, les associations qui s'occupent des accidentés-es du travail, du sort des immigrants-es, des vieillards, des sans-abris... c'est ça la démocratie! Et dire que nous laissons nos gouvernements cracher là-dessus.

En dehors du travail, la vie en société

Eh bien, c'est la même chose pour les affaires de la cité, parce que la vraie démocratie politique et sociale, cela n'existe pas non plus ici. La preuve, c'est que nos partis politiques fonctionnent à peu près tous sur le modèle autoritaire. Tout le monde mange dans la main des Bourassa, des Mulroney. Leur arrogance est à l'image de leur ignorance quasi totale des conditions de vie et des problèmes réels auxquels font face les citoyens. C'est drôle... on ne demande jamais à des chômeurs de débattre de la question du chômage, ni aux plus démunis de discuter des problèmes liés à la pauvreté. On engage plutôt une poignée d'experts à 700 piastres par jour, pour parler entre eux de ces questions-là... C'est ça aussi le capitalisme! Un système qui n'a que très peu de respect pour les individus, les collectivités et leur environnement vital. Un système, une civilisation... contre l'homme, coupée de la réalité et des besoins fondamentaux de l'être humain. Et dire qu'on est encore pris pour vivre dans un système comme ça. Mais comme on l'a vu, ça n'est pas très différent du communisme...

Et le Québec à libérer?

Moi, je suis indépendantiste depuis l'âge de 18 ans. Des changements constitutionnels sans changements économiques et sociaux, lac Meech ou pas, j'en ai vu, tout ça c'est de la magie noire. Le PQ lui, nous disait: «votez pour nous autres, allez vous coucher puis on va arranger ça...». Ils essayaient de nous faire croire qu'ils pouvaient changer le système sans que les capitalistes s'en aperçoivent. Alors... pour cette indépendance-là, on repassera.

Pour l'instant, on est encore «runnés» par des gouvernements à genoux devant les Américains qui en profitent évidemment pour nous voler nos principales ressources. Au Québec, on avait des forêts puis le gouvernement Tachereau, dans les années 20 et 30, les a pratiquement données aux compagnies américaines... à la condition que le bois soit transformé en papier, ici chez nous. Or, aujourd'hui il y a encore des milliers de tonnes de pulpe qui sortent de la province sans être transformées sur place. Sous Duplessis, on a aussi donné nos mines pour 1/2 cent la tonne à des compagnies comme l'Iron Ore et la Quebec Cartier Mining. Et ces ententes ont été renouvelées en 1968 et 1978 par les libéraux, puis le PQ.

Et qu'est-ce qu'il nous reste maintenant comme ressources, à part la main-d'œuvre? Bien aujourd'hui, c'est l'eau qui est devenue la ressource stratégique pour les américains qui vont sur la lune... pendant qu'à New York, ils manquent d'eau pour mettre dans leur scotch... Or, monsieur Bourassa, l'homme-grenouille, voulait leur envoyer notre eau directement par des tuyaux. Heureusement que



«Des changements constitutionnels sans changements économiques et sociaux, ... j'en ai vu, tout ça c'est de la magie noire.»

le gouvernement fédéral l'en a empêché. Mais astucieux comme il est, il a quand même trouvé le moyen de leur envoyer notre eau... sur fils électriques... et à un prix inférieur à ce que nous autres on paye ici. Un vrai scandale! Non, on est pas encore sortis du bois!

Nous faudrait-il réinventer la démocratie?

La démocratie c'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Mais il ne peut y avoir de véritable démocratie que s'il y a, au départ, une démocratie économique. Or ici, c'est pas le peu-

ple qui décide. Il fait seulement la récolte et va engranger ça dans un silo, puis il dit à celui qui a la clef du silo: «on se fie à toi... cet hiver, tu nous donneras du blé pour manger». Alors celui-ci décide que c'est plus payant de le vendre ailleurs... en nous faisant croire évidemment que c'est pour notre bien... Et tout ça, sur l'air connu du «on s'occupe de vos intérêts... en attendant de mettre la main sur votre capital...» ou encore à la manière électorale: «on veut votre bien... on va tout faire pour l'avoir».

En fait, on continuera de se faire voler

et massacrer si on ne s'occupe pas des affaires de la cité. Même pour celui qui dit «moi, je suis un bon père de famille», c'est pas assez! Il faut aussi qu'il s'occupe des affaires de la cité parce qu'autrement ses enfants risquent de vivre demain dans une société encore plus mal organisée. Il faut donc développer davantage notre sens de la politique et notre sens du respect humain. Parce que la politique, c'est l'activité la plus élevée de l'être humain, celle qui lui permet de participer directement à l'organisation de la vie en société.

La démocratie, c'est fait pour apprendre à mieux vivre en société par l'utilisation optimum, et non maximum, des ressources humaines et matérielles, en fonction de la satisfaction des besoins du peuple et selon une hiérarchie de valeurs. Ça, ça veut dire des maisons avant des stades olympiques de 1 milliard 500 millions. Des écoles et des hôpitaux avant des biens de luxe. Commençons donc par satisfaire les besoins les plus élémentaires des gens (manger, travailler, s'instruire, se faire soigner, avoir des loisirs) et après ça, on saura bien s'occuper du reste. En fait, on juge de la qualité humaine d'une société au sort réservé aux plus démunis de ses citoyens. Et de la qualité d'une démocratie au respect qu'on a à l'égard des minorités, de toutes les minorités. En somme, il ne faut pas nécessairement réinventer la démocratie mais plutôt la rebâtir en assumant pleinement nos responsabilités, chacun-chacune à notre niveau. Car pour le peuple: «il ne s'agit plus de surveiller le pouvoir mais de l'exercer» (Georges Burdeau)

En commençant par libérer la parole... au nom de la justice?

Mon père a travaillé 44 ans au gouvernement sans pouvoir parler publiquement. Moi, j'ai décidé de parler. Et quand je parle aux travailleuses et aux travailleurs, je leur expose des problèmes qu'ils connaissent déjà. Et si je le fais, c'est pour qu'ils se rendent compte entre eux qu'ils ont raison de penser que ça va de travers, que ça n'a plus de maudit bon sens et surtout, que ça pourrait être autrement. Souvent ils me disent «ah, si tout le monde comprenait» et je leur réponds: tout le monde comprend, si nous nous donnions seulement la peine de nous mettre ensemble et de nous organiser politiquement...

Mais on est encore trop inconscients. Faut dire qu'à l'école, puis dans nos médias, on ne parle à peu près pas de la réalité du travail, des travailleurs et des travailleuses. En fait, tu peux passer 20 ans de ta vie, le cul sur un banc d'école sans savoir vraiment d'où vient le pain qui est sur ta table... Et puis dans nos journaux, à la radio, à la télévision, tous contrôlés par des Power, des Péladeau... on peut pas dire que c'est l'information libre mais plutôt la désinformation au quotidien.

La bataille est donc toujours à refaire et nos acquis sont constamment menacés, parce que c'est encore le règne de l'injustice, du désordre et du mépris. Mais il n'y aura pas de paix véritable tant que la justice ne sera pas rétablie. Commençons donc par nous tenir debout!

Propos recueillis par
JEAN-PIERRE BOYER

11 mai 1990

Guy Turcot

Manifestation contre le bill 63 devant le Parlement de Québec, octobre 1969.